

## AGENDA

Lundi 13 décembre, à 14h30, à Paris, journée nationale de grève et de mobilisation à l'appel de la CGT spectacle <http://www.fnsac-cgt.com/home.php>, du **Syndeac** et d'autres organisations, ainsi que de la coordination des intermittents et précaires [http://www.cip-idf.org/article.php3?id\\_article=5399](http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=5399) (\* [voir plus bas](#)) « **La société entreprise, c'est la concurrence, la gabegie et l'austérité. » On ne peut pas, on ne veut pas.** Les gouvernements successifs connaissent sans doute une sombre joie à calculer sans cesse au plus juste ce qui nous touche et nous regarde tandis que leurs mandants jouissent de **la richesse produite par tous.** »  
Manifestation depuis la place du Palais Royal jusqu'à Beaubourg.

Lundi 13 décembre, à 20h, à Paris 10<sup>e</sup>, comme tous les 2<sup>es</sup> lundis de chaque mois, **La Nouvelle Revue vivante** : revue rageuse, revue rêveuse, revue nerveuse, revue festive et réflexive. Menée par l'Orchestre national de Dgiz, l'Eponge-qui-Gratte, Blanche Witty, Nicolas Lambert et Rafaële Arditti, la Nouvelle Revue Vivante accueillera musiciens, comédiens, performers, vidéastes, poètes, chercheurs et spectateurs. On causera du Père Noël, des instits qui n'y croient plus, des socialistes qu'on n'y croit plus, etc. **Et on dansera à la fin.**  
Restauration goûteuse et bon marché sur place. 5 € - 10 € - 15 €. Réservation au 06 76 13 70 91  
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple (Mo Goncourt, Belleville), 01 42 02 20 52

Mardi 14 décembre, à 19h30, à Paris 11<sup>e</sup>, **projection-débat**, à l'initiative d'Attac 12<sup>e</sup>, autour du film par d'Agnès Denis **Tous comptes faits** : la grande distribution commercialise plus de 75% de la consommation nationale. Elle a pris une place incontournable dans notre quotidien, ouvrant les voies de la consommation de masse, modifiant les modes de production et de vie. Mais quel en est le prix à payer? Rendre compte et faire les comptes, c'est ce que propose le film au consommateur citoyen. Débat animé par Christian Jacquiau, journaliste auteur du livre *Les coulisses de la grande distribution*.  
[paris12\(a\)attac.org](http://paris12(a)attac.org)  
Maison des Métallos, 94 rue Jean-Pierre-Timbaud (Mo Couronnes, Parmentier, bus 96, arrêt Saint Maur – Jean-Aicard) <http://www.maisondesmetallos.org/>

Mardi 14 décembre, à Paris, conférence Utopia sur le thème « **Comment intégrer les biens communs à un projet politique ?** » Plus de détails dans les jours à venir sur <http://utopiaconf.org/>

Mardi 14 décembre, à 19h, à Paris 15<sup>e</sup>, **conférence « Santé : mensonges et propagande »**, de Maître Isabelle Robard qui œuvre en France et en Europe depuis de nombreuses années pour faire évoluer la réglementation et la reconnaissance des médecines non conventionnelles.  
Maison des associations, 22, rue de la Saïda (Mo Porte-de-Versailles).  
[Alliance pour la Santé <[alliance-pour-la-sante\(a\)orange.fr](http://alliance-pour-la-sante(a)orange.fr)>]

Mercredi 15 décembre, à 19h, à Paris, « **L'homme symbiotique** », **conférence-débat-rencontre**, dans le cycle **Vers un jardin planétaire**. Les nouvelles technologies, nouvelles économies, nouveaux modes de consommation ; l'usage de nouvelles énergies et la production de nouveaux déchets transforment les rapports entre les peuples sur la planète.  
> 17h : projection du film documentaire de Coline Serreau, *Solutions locales pour un désordre global* (2010, 1h51), en présence de la réalisatrice.  
> 19h : rencontre avec Gilles Clément ; Joël de Rosnay, biologiste ; Patrick Viveret, philosophe, ancien conseiller à la Cour des comptes. Entrée libre dans la limite des places disponibles  
Centre Pompidou, cinéma 1, niveau -1.

Mercredi 15 décembre à 19h30, à Paris 2<sup>e</sup>, projection du **film Indices**, de Vincent Glenn, suivie d'un débat avec le réalisateur, artisan multirécidiviste du documentaire d'analyse socio-politique, Florence Jany-Catrice, économiste, et Eva Sas, responsable de la commission économie des Verts. Ce film expose avec humour les aberrations d'un mode de calcul qui additionne en positif les réparations occasionnées par les catastrophes, et que l'on continue un peu partout à utiliser comme éclairant le « niveau de vie » des nations. A l'heure où l'on s'effraie des craquements multiples de l'économie de surconsommation, *Indices* explore également les alternatives déjà disponibles pour mesurer le véritable progrès social, reflétant le mieux-vivre des populations, donnant une idée de la « taille du gâteau » mais aussi de son partage et de sa qualité.  
Salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan (Mo Sentier).

Mercredi 15 décembre, à 20h, à Paris 20<sup>e</sup>, « L'art actuariel » : des injonctions de l'art contemporain à la transgression obligée, moment collégial proposé par André Éric Letourneau\*\*, au cours duquel **on discutera** l'introduction de la notion d'« actuariat » dans l'art contemporain. Le concept d'« art actuariel » peut définir de nombreuses pratiques artistiques qui souscrivent et répondent, sans s'en rendre nécessairement compte, à l'attente institutionnelle et consensuelle. L'actuariat décrit habituellement les opérations statistiques visant à l'évaluation du risque dans les domaines de la finance et des assurances. Le terme « actuariel » a été aussi intégré au champ de la criminologie. La justice actuarielle consiste en la planification des dispositifs législatifs et spatiaux (surveillance et de dissuasion) à mettre en place en fonction des probabilités du nombre de crimes et d'activités déviantes. L'« art actuariel » serait aujourd'hui l'expression ultime pour des artistes dont les œuvres évacuent et refusent la prise de risques symboliques ou l'action culturellement transgressive. La mise en échec collective de « l'art actuariel » est un des enjeux de ce moment collégial. Lieu-dit, 6, rue Sorbier (Mo Ménilmontant ou Gambetta).

*Information communiquée sous réserve, car non confirmée par le café ([www.lielieudit.com](http://www.lielieudit.com))...*

Mercredi 15 décembre, à partir de 19h, à Paris 12<sup>e</sup>, café Espéranto

- 19h30, **concert** de FaMo : chansons originales et reprises, en français et en espéranto, accompagnées d'accordéon, avec M Tarek (darbouka) et PPGG (saxe et flûte) <http://famofamo.free.fr>  
- 20h30, repas traditionnel à la mode 'Zamenhofa tago' (journée Zamenhof).  
Café associatif La Commune, 3, rue d'Aligre (Mo/Metrostacio Gare-de-Lyon ou/au Ledru-Rollin, bus/busso 61, 86, 76, 91, 57, 29) 01 43 41 20 55, <http://www.cl-aligre.org/>

Mercredi 15 décembre, à 20h30, à Colombes, débat « Sortir du consommationnisme », organisé par Attac 92 (Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens - <http://www.local.attac.org/attac92>), avec Véronique Gallais, membre du CA d'Action Consommation et du conseil scientifique d'Attac. Modérateur : Bernard Kervella, membre du conseil Scientifique d'Attac. Le concept de consommation responsable, équitable, citoyenne ou durable est en vogue. Mais que cela signifie-t-il ? Suffit-il de consommer autrement pour changer le monde ? Comment articuler comportement individuel et action collective ?

Salle de la vie associative, 4, place du Général-Leclerc (SNCF depuis la gare Saint-Lazare, descendre à Colombes ; Mo Porte-Champerret, bus 164, descendre à Mairie-de-Colombes, vous êtes juste devant la salle ; Mo Pont-de-Neuilly, bus 176, descendre Eglise-de-Colombes).

Judi 16 décembre, à 20h, à Paris 5<sup>e</sup>, Politis et l'association Voir&Agir présentent Les Rendez-vous du documentaire engagé : projection du **film** de Sophie Paviot **Les 88, l'art de la grève** (2010, 55 min). En juillet 2008, des sans-papiers, qui plus est intérimaires dans le secteur du bâtiment, se mettent en grève pour obtenir leur régularisation par le travail. Tout laisse à penser qu'ils vont droit à l'échec... Pourtant, après neuf mois de conflit, ils obtiennent gain de cause. Attentif à leur parole, le film expose, avec clarté, les grandes étapes de la lutte. Les différents soutiens du mouvement éclairent le contexte du secteur du bâtiment et décryptent la stratégie de cette grève devenue exemplaire. La projection sera suivie d'un débat animé par Claudie Jouandon, avec Sophie Paviot, Anthony Voisin, Nicolas Jounin, auteur de *Chantier interdit au public, enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, et les membres du collectif Asplan, une équipe de recherche formée depuis début 2008 pour suivre la grève des sans-papiers. Libre participation aux frais.

<http://www.voiretagir.org/spip.php?article125>

Centre culturel La Clef, 21, rue de la Clef (M<sup>o</sup> Censier-Daubenton).

Judi 16 décembre, à 20h, à Paris 12<sup>e</sup>, ciné-débat Attac Paris 12<sup>e</sup>, avec la projection du **film** d'Agnès Denis **Tous comptes faits**. Projection suivie d'un débat animé par William Elie d'Action Consommation. En fin de soirée, buffet garni par les participants.  
Café associatif La Commune, 3, rue d'Aligre (Mo Gare-de-Lyon, Ledru-Rollin).

Vendredi 17 décembre, à partir de 20h, aux Lilas (93), la plate-forme curatoriale Le peuple qui manque, en partenariat avec le centre Pompidou, propose les **rencontres « Que faire ? Art, film, politique »**.

Au programme :

- *The Autonomous Object ?* (2007, 11 min, GB) et *The Exception and The Rule* (2009, 35 min, GB) **film** de Brad Butler & Karen Mirza : dans un travail à la croisée de l'observation et de l'intervention publique, artistes et cinéastes déploient diverses stratégies plastiques pour repenser l'acte politique ;
- *Nuevas consideraciones sobre la imagen* (2006, 9 min, Colombie) **film** de José Alejandro Restrepo : à considérer comme une « retextualisation » de l'archive et une réflexion sur l'éthique, le contrôle et la manipulation mass-médiatique des images ;
- *Iconoclastic Delights* (2002, 20 min, Allemagne) **film** de Boris Groys : la critique de la passivité du

public conduit à diverses tentatives d'utiliser le film comme un moyen d'activation d'un public de masse, de le mobiliser ou de lui injecter politiquement du mouvement.  
Entrée libre (réservation conseillée).

<http://www.lepeuplequimanque.org/quefaire/>

Espace Khiasma, 15, rue Chassagnolle (Mo Porte-des-Lilas ou Mairie-des-Lilas).

Vendredi 17 décembre, à 20h30, à Montreuil (93), En avant-première de la création en cours de son nouveau répertoire, **Gaspard LaNuit** précèdera **Fantazio Gang** sur la **scène**.

Renseignements : 01 42 87 08 68, Adhérent 8 €, Montreuillois, étudiants, demandeurs d'emploi, allocataires RSA 10 €, autres 12 € <http://www.maisonpop.net/spip.php?article1279>,

<http://www.fantazio.org>

Maison populaire, 9 bis, rue du Dombasle (Mo Mairie de Montreuil).

Vendredi 17 et samedi 18 décembre, à 21h, à Paris 18e, Jean Peyrelade nous propose **Images**

**Perdus** : pièce de **théâtre** de Joe Palermo, dans un lieu qui s'inscrit dans un esprit alternatif en perpétuel mouvement, et qui propose de nombreux ateliers ouverts à touTEs, le Théâtre de verre se qualifie comme « une réelle opposition au conformisme artistique et social ni radicale ni illusoire, c'est une simple liberté humaine ».

Voir la vidéo et le descriptif : <http://vimeo.com/15486150>. Voir aussi leur site Internet

<http://www.theatredeverre.fr/>

PAF : 9 euros + adhésion 3 euros à l'association Co-Arter.

Théâtre de Verre, 17, rue de la Chapelle (Mo Marx Dormoy).

Samedi 18 décembre, de 14h à 17h30, à Paris 2<sup>e</sup>, rencontres et **tables rondes autour de la sortie du n° 9 de la revue** d'étude théorique et politique de la décroissance **Entropia**.

Tables rondes autour du n° 9 « Contre-pouvoirs et décroissance » :

14h-15h30 : la notion de contre-pouvoir, avec Yves Cochet, député de Paris, Geneviève Azam, professeur d'économie : « Avenir de l'altermondialisme », Hervé Kempf, journaliste : « Oligarchie et démocratie », Bertrand Méheust, philosophe : « La catastrophe les yeux ouverts ».

16h-17h30 : expériences vécues d'Europe et d'Amérique latine, avec Alain Gras, professeur de philosophie des techniques, Anna Bednik, journaliste : « Quelles décroissances en Amérique latine ? », Serge Latouche, professeur émérite d'économie : « Le réveil des Amérindiens », Luc Semal, doctorant : « Des plans de limitation énergétique pour la décroissance ».

18h-19h30 : AG de l'Association des Amis d'Entropia. <http://www.entropia-la-revue.org/>.

Espace Jean-Dame, 17 rue Léopold Bellan (Mo Sentier ou Les Halles)

Samedi 18 décembre de 14 à 20h et dimanche 19 décembre de 11h à 18h, **le Père Noël fait tout lui-même. Un marché de Noël pas comme les autres** avec des créations indés, des stands

bricolos, troc de disques, une librairie alternative, des œuvres d'artistes déjantés, des bijoux colorés... le tout accompagné d'une tasse de chocolat chaud ou d'un tout autre breuvage servi au Scopitone !

N'est-t-il pas sympa ce Père Noël ?... Même si le total boycott de Noël est pas mal non plus

Site: <http://www.fgo-barbara.fr/399>

Centre Fleury Goutte-d'Or - Barbara, 1, rue Fleury (Mo Barbès).

Dimanche 19 décembre, à 16h, à Paris 20e, projection-débat, à l'initiative d'Attac 12e, autour du **film** par d'Agnès Denis **Tous comptes faits**, débat animé par Yann Fievet d'Action Consommation.

<http://www.lieudit.com/Projection-debat-TOUS-COMPTES.html>

Café Le Lieu-dit, 6, rue Sorbier (Mo Ménilmontant ou Gambetta),

Dimanche 19 décembre à 15h, à Paris 18<sup>e</sup>, **concert Fantazio for kids**. Sur scène, on retrouve

Fantazio aux contrebarrissements, Benjamin Colin, le persécuté, et leur amie Sylvaine Hély, la fée flûtiste du Surnatural Orchestra, pour offrir à quelques éléphanteaux indisciplinés une séance musicale jouissive, toute en transgression, avec au programme cris, crachats, contes absurdes et autres dissonances spontanées. Adoucir les mœurs, disiez-vous ? Entrée libre.

<http://www.fgo-barbara.fr/396>

Centre Barbara-Fleury Goutte-d'Or, 1, rue Fleury (Mo Barbès).

\* *En 2003*, ils ont tenté de restreindre au minimum les effectifs dont a besoin l'économie culturelle pour fonctionner : ils ont voulu passer les intermittents au tamis d'une « professionnalisation » qui n'avait aucun sens en soi, mais qui avait à leurs yeux la vertu de réduire le nombre d'ayant-droits aux annexes 8 et 10. Les grèves et l'annulation des festivals les ont informés que ces surnuméraires

de la culture faisaient vivre des villes entières, et les cafetiers limonadiers d'Avignon ont été les premiers à aller voir le ministre de la Culture pour lui demander qu'une telle catastrophe ne se reproduise plus.

Aujourd'hui, nombre de responsables politiques locaux, régionaux et nationaux estiment que les politiques culturelles leur coûtent trop cher, qu'elles n'ont pas de visibilité immédiate, que finalement elles les dérangent, voire qu'elles risquent de compromettre de prochaines élections. Ils rêvent d'une culture payée au juste prix, le prix plancher, qui donne une visibilité maximale à leur action et fasse l'unanimité parmi leurs électeurs. C'est, en peu de mots, le fond de la "pensée" du Conseil de création artistique de Marin Karmitz, la base idéologique de cette « culture pour chacun » que promeut le ministère de la Culture tout comme c'est l'objectif avoué de la généralisation d'événements spectaculaires dans de nombreuses capitales européennes.

C'est aussi l'orientation de la plupart des « partenaires sociaux » qui seront prochainement invités à signer la nouvelle convention d'assurance-chômage à l'Unedic : tendre à disposer d'un nombre minimal d'intermittents « professionnalisés » - comme ils disent - et au plus bas coût pour les employeurs. Ainsi, après avoir entendu *ad nauseam* qu'il allait falloir se serrer les coudes pour sauver l'économie, on s'apprête à réécouter la rengaine triennale du "déficit" des caisses de solidarité, qu'avaient déjà commencé à entonner cet automne les apologues de la réforme équitale des retraites. On l'a constaté en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Italie, et ici, l'austérité est partout à l'ordre du jour ; il faut opérer des sacrifices (par exemple, en amputant le corps de l'intermittence de l'organe des techniciens). Au final, ils tenteront de s'entendre sur un nouvel accord contre les salariés, au champ d'application restreint, ouvrant sur des droits diminués et contrôlés par une bureaucratie aussi absurde et arbitraire que son numéro d'appel le [39 49](http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=4704) ([http://www.cip-idf.org/article.php3?id\\_article=4704](http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=4704)).

Il se trouvera au moins un syndicat pour signer la convention qui vient, intermittence comprise, tout en fanfaronnant sur "la pérennisation des annexes 8 et 10".

La réforme des retraites, celle des hôpitaux, des universités, des collectivités territoriales, la RGPP (réforme générale des politiques publiques) obéissent toutes à cette logique comptable d'une dépense minimale supposée dégager un profit tout en permettant, disent-ils, de rendre un service optimisé. C'est une raison folle, assénée jour après jour par des médias asservis et perpétuellement démentie par les faits ; c'est surtout une politique hypocrite, car les mêmes qui hurlent au scandale sur le coût des hôpitaux, de la culture, de l'éducation, bref, de ce qui par définition n'a pas de prix, jamais ne remettront en cause les aides aux entreprises, ni les cadeaux fiscaux dont bénéficient tant de hauts revenus.

Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous. Aujourd'hui, nous devons y compris nous battre pour que les théâtres et les structures de production puissent continuer à fonctionner. Ce n'est pas seulement avec des tribunes signées par tel ou tel directeur de structure en danger, ou par des pétitions de spectateurs que nous inverserons cette politique abjecte enclenchée il y a déjà plusieurs années. Rassemblons-nous donc activement, au-delà des vieilles corporations, précaires, intermittents et "permanents" ; par-delà aussi les dichotomies qui scindent les producteurs et créateurs des publics actuels.

Nous appelons à la grève et à l'arrêt du travail : nous invitons les syndicats à déposer des préavis au-delà de cette journée de mobilisation. Nous invitons les directeurs à organiser des assemblées dans les théâtres et partout où c'est possible. Nous appelons chacun à poursuivre, sous d'autres formes, le mouvement de refus qui s'est enclenché cet automne. Le récent mouvement social, l'a montré, il n'est question que de nuire davantage à l'ordre actuel des choses, de perturber, de ralentir, d'interrompre et de bloquer les lieux et les flux de la valorisation capitaliste. Seul un mouvement d'arrêt de cette société Entreprise peut permettre d'instaurer un rapport de forces susceptible de mettre en cause la politique d'austérité et de concurrence que l'on cherche par tous les moyens à nous faire accepter. Au commencement était le refus... Et c'est maintenant.

CIP-IDF - 07/11/2010

<http://www.cip-idf.org/>

- **CDN de Gennevilliers en Grève le 13 Décembre - Mais quand aurons-nous du temps ?**
- **Le mot "culture" dérive de « colère »**

La coordination des intermittents et précaires est **désormais expulsable**

Merci de faire connaître la pétition en ligne :

***Nous avons besoin de lieux pour habiter le monde, la coordination doit être relogée***

Un florilège des commentaires expédiés dans l'éther du ouaibe parmi les 6500 premiers signataires :

***Dazibao de nulle part***

**\*\* André Éric Letourneau** vit et manœuvre au Québec et ailleurs. Il participe à la déterritorialisation du centre d'artistes autogéré Dare-Dare de Montréal. Dès son arrivée à Paris, il engage une manœuvre diplomatique composée de 365 actions/jours en 2011. Son intervention au Lieu-dit sera enregistrée et éditée par [lecollege.info](http://lecollege.info) en début 2011.

ooOOOoo

SAVOIR, AGIR

- Mardi 14 décembre passera la loi LOPPSI 2 : vivre dans des camions, des yourtes, des tipis, des roulottes, des cabanes... deviendra illicite! Une lettre sera envoyée à tous les maires et préfets qui seront redevables d'une amende de 3 700 € en cas de non-DENONCIATION!!! Nos habitats peuvent être détruits dans... les 48 heures !!

Renseignez-vous et mobilisez vous contre l'article 32 de la loi LOPPSI 2 à l'encontre des « habitats précaires ».

<http://www.loppsi2-habitat.blogspot.com/>

<http://blog.dal-info.org/loppsi-2-la-loi-qui-alarme-le-droit-au-logement.html>

<http://yurtao.canalblog.com/archives/2010/11/10/19567930.html>

Non à la pénalisation, à l'expulsion arbitraire et à la procédure d'exception à l'encontre des habitantEs "illicites" de terrain...

Roms, gens du voyage, habitants de bidonvilles, de cabanes, de maisons sans permis de construire, et de toutes formes d'habitats légers, mobiles et éphémères, tous sont visés ...

La discussion à l'Assemblée nationale est prévue sur l'agenda parlementaire du 14 au 21 décembre 2010 (prévue d'abord du 23 au 26 novembre, et reportée).

Différentes mobilisations se prévoient en province et à Paris.

N'hésitez pas à en organiser chez vous et à faire passer vos infos.

Contacts : DAL 06 09 59 19 74 – Halem 06 18 94 75 16 /06 30 94 85 71 – Resel

06 29 11 57 02

COMMUNIQUÉ :

A l'heure où le gouvernement est attaqué de toute part sur sa politique répressive et raciste à l'égard des Roms, des gens du voyage et en règle générale, des populations précaires, il fait adopter en force l'article 32 *ter* A de la **LOPSSI 2** à l'encontre des habitants de bidonvilles, d'habitations de fortune, de campements de sans abris comme dans le bois de Vincennes, et également à l'encontre de personnes ayant choisi d'habiter caravanes, roulottes, camions, tipis, yourtes, auto et éco-constructions. Toute construction sans permis de construire, comme il en existe beaucoup dans les DOM-TOM pourrait aussi tomber sous le coup de cette procédure d'exception, car une construction sans permis est « illicite ». Cette procédure menace également les squatters : le ministère de l'Intérieur a annoncé son intention de l'étendre aux occupants de locaux lors de la deuxième lecture à l'Assemblée nationale.

L'article 32 *ter* A de la LOPPSI 2 est une mesure d'exception car elle bafoue les principes de la protection par le juge du domicile, des biens, de la vie familiale et privée, et donne un pouvoir arbitraire et disproportionné au préfet : en effet, la procédure d'expulsion en vigueur actuellement sur les logements de fortune, nécessite une décision du juge, elle protège d'une expulsion en hiver, elle permet d'être pris en compte dans des dispositifs de relogement voire d'hébergement, elle doit respecter des délais et des actes de procédure délivrés par un huissier, elle prévoit la protection des biens des personnes expulsées...

Elle est une mesure arbitraire car elle est justifiée par « un risque grave d'atteinte à la salubrité, à la sécurité, à la tranquillité publiques », notions extensibles et floues qui laissent la place à toutes les interprétations. Elle vise toute personne qui aura décidé en réunion (2 personnes et plus), de s'installer sur un terrain quel que soit le propriétaire, et la nature de la relation entre le propriétaire du terrain et les habitants. Même si un des habitants est le propriétaire du terrain, ou si l'utilisation du terrain est contractualisée avec les occupants, ou si simplement le propriétaire n'est pas opposé à cette installation, le préfet peut employer cette procédure d'exception dans un délai de 48 heures.

**L'article prévoit une sanction financière pour ceux qui ne s'exécuteraient pas assez vite, ainsi que la destruction de l'habitation et des biens qu'elle renferme, sur procédure accélérée. La destruction au bulldozer et le vol des biens d'autrui seront ainsi légalisés. Cette disposition ouvre la voie à une atteinte au droit de propriété.**

Cette loi viendrait faciliter la destruction autoritaire des constructions dites « illicites », et la réalisation de la « lutte anticabanisation » lancée notamment par le préfet des Pyrénées-Orientales depuis 2007. Cette disposition vise et accable les personnes les plus gravement touchées par la crise du logement. A l'opposé des politiques conduites il y a cinquante ans, elle répond à la recrudescence des bidonvilles

et des formes les plus aigües de mal-logement par la répression et par une procédure d'expulsion expéditive.

En effet, alors que le gouvernement prétend mettre en œuvre le droit au logement, il n'est prévu ni relogement ni hébergement pour les expulsés. Ils doivent quitter les lieux et se rendre « invisibles ». Nous demandons le retrait de cet article, le retour et le respect de la loi d'origine sur les terrains d'accueil, adoptée en 2000 dans le cadre de la Loi SRU, et des mesures législatives qui reconnaissent la qualité de domicile et son caractère permanent à l'habitat choisi, au lieu de le réprimer et le stigmatiser.

Nous exigeons que la politique de résorption des bidonvilles et des habitats de fortune s'inscrive dans les politiques du logement, la mise en œuvre de la loi Dalo et des procédures d'insalubrité..., afin que chacun et chacune puissent être logés dignement,

Nous dénonçons la politique répressive et stigmatisante du gouvernement qui s'attaque aux plus modestes et aux plus fragiles, et demandons l'abandon de tout projet antisquat.

<http://www.petitionenligne.fr/petition/contre-loi-loppsi-2/412>

### **Autres voix, autres voies**

*A consulter...*

Quelques agendas militants, résistants et alternatifs :

**Angers** <http://alter49.org/>

**Bruxelles** : <http://bxl.indymedia.org/>

**Bordeaux** : <http://gironde.demosphere.eu/>

**Clermont / Auvergne** : <http://auvergne-indymedia.org/>

**Dijon** : <http://www.brassicanigra.org/>

**Grenoble** : <http://grenoble.indymedia.org/>

**Lille** : <http://lille.indymedia.org/>

**Lyon** : <http://rebellyon.info/>

**Marseille** : <http://millebabords.org/>

**Nantes** : <http://nantes.indymedia.org/>

**Paris / Ile-de-France** : <http://www.demosphere.eu/> <http://letohubohu.free.fr/>

**Rennes** <http://rennes-info.org/>

**Rouen** <http://raf.apinc.org/>

**Saint-Étienne** : <http://lenumerozero.lautre.net/>

**Toulouse** <http://toulouse.indymedia.org/spip.php?page=agenda>

Ainsi que partout où il faut, l'agenda d'Action Consommation :

<http://www.actionconsommation.org/publication/sommaire.php3>

*à lire...*

<http://www.agoravox.fr>

<http://www.bakchich.info>

<http://bellaciao.org/fr>

<http://www.cequifautdetruire.org/>

<http://consom-solidaire.over-blog.com/>

<http://rl.federation-anarchiste.org/spip.php?page=sommaire>

<http://www.france.attac.org/spip.php?page=agenda>

<http://www.monde-diplomatique.fr/rendez-vous/>

*à entendre...*

Radio :

Là-bas si j'y suis (France Inter) : <http://www.la-bas.org/>

Fréquence Paris Plurielle - Paris 106,3 Mhz <http://www.rfpp.net/>

Radio Libertaire - Paris 89,4 Mhz <http://media.radio-libertaire.org/>

Radio Ici et maintenant - Paris 95,2 Mhz : <http://icietmaintenant.info/>

Radio Zinzine <http://radio.zinzine2.free.fr/index2.php>

Et les bases de données sonores :

Association pour le Maintien d'une Information Indépendante <http://passerellesud.org/>

Perçoreilles <http://www.perceoreilles.net>

Retrouvez-nous aussi sur la toile (**mises à jour régulières**) :

<http://petitagendaentreamis.toile-libre.org/>